

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA La Vatine  
60 000 Beauvais

Beauvais, le 27/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DRM-ESCALE AUTO (ex ESCALE AUTO)**

Route de Pierrefonds  
60800 CREPY EN VALOIS

Références : IC-R/0175/22-BV/SA

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2022 dans l'établissement DRM-ESCALE AUTO (ex ESCALE AUTO) implanté Route de Pierrefonds 60800 CREPY EN VALOIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DRM-ESCALE AUTO (ex ESCALE AUTO)
- Route de Pierrefonds 60800 CREPY EN VALOIS
- Code AIOT dans GUN : 0005104559
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société DRM - ESCALE AUTO exploite route de Pierrefonds à Crépy en Valois une installation de stockage, dépollution, démontage de véhicules hors d'usage. Cette société exerce également des activités de transit, tri, regroupement de métaux et d'alliage de métaux non dangereux autorisées par arrêté préfectoral du 19 avril 2012.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2020 porte agrément du centre VHU de la société DRM - ESCALE AUTO.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rapport de conformité des installations
- Affichage du numéro d'agrément
- Opérations de dépollution réalisées
- Clôture
- Séparateur hydrocarbures

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Agrément	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 2	/	Sans objet
Agrément	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 4	/	Sans objet
Cahier des charges joint à l'agrément délivré à l'exploitant d...	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article I	/	Sans objet
Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	/	Sans objet
Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les prescriptions contrôlées sont respectées.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Agrément**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport de conformité des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dossier de demande de l'agrément mentionné à l'article R. 543-162 du code de l'environnement comporte : <ul style="list-style-type: none"><li>- le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément, établi par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :</li><li>- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;</li><li>- certification de service selon le référentiel " traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants " déposé par SGS QUALICERT ;</li><li>- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification ;</li></ul>
<b>Constats :</b> M. Sylvain Tépaz dispose d'un agrément de centre VHU N° PR 60 0000 1 D délivré le 23 mars 2020. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle annuel AFNOR N° 36376 en date du 03/09/2021. AFNOR Certification est accrédité par la COFRAC (accréditation n° 4-0001) pour les systèmes de management environnemental NF EN ISO 14001. L'évaluation a été réalisée le 05/08/2021. Les installations n'ont pas été modifiées depuis le dernier audit. Le commentaire du rapport de vérification précise que le site a une organisation administrative et opérationnelle qui se professionnalise année après année notamment pour le suivi des déchets.
<b>Observations :</b> Limite du niveau de dépollution des véhicules sur le centre VHU avant le transfert vers l'installation de broyage agréée avec séparation des flux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Agrément**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage numéro d'agrément
<b>Prescription contrôlée :</b> Le titulaire de l'agrément est tenu d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation le numéro de son agrément . « Cette même information figure également sur son site internet lorsqu'il dispose d'un tel site. »
<b>Constats :</b> L'agrément est clairement affiché sur la barrière à l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Cahier des charges joint à l'agrément délivré à l'exploitant d...

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Opérations de dépollution réalisées
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.</p> <p>2° Les éléments suivants sont extraits du véhicule :- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.</p> <p>3° L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation. Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet « dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat, dès lors que le transfert de ces déchets hors du territoire national est réalisé conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets. » ;</p>
<b>Constats :</b> Le site dispose de deux tables de rehaussement qui permettent la vidange totale des fluides qui sont dirigés vers des cuves de stockage de 3 000 litres (pour le liquide de refroidissement, lave glace et les huiles moteurs et liquide de frein) située à proximité, des contenants plus petits pour le carburant. Les batteries sont stockées en caisse palette de 650 litres. Retrait des pots catalytiques. Les airbags et prétensionneurs sont neutralisés lors des opérations d'aplatissage des véhicules avant l'envoi au broyeur agréé (environ 25 véhicules/camion). La récupération des pare brises est récente. Jusqu'à maintenant, le verre était valorisé sur l'unité de broyage. Le centre VHU ne conserve pas de pièces destinées à la réutilisation. Les véhicules dépollués sont envoyés par lot chez un broyeur agréé. Société DERICHEBOURG à SAINT SAULVE, agrément broyeur PR 59 00004B.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Clôture de l'installation.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Clôture
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m <sup>2</sup> est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.
<b>Constats :</b> La clôture ceinture l'emprise des installations. Une partie du linéaire est constituée d'un mur en parpaings, pour le reste un grillage doublé d'une haie de thuyas isole le site du voisinage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Collecte des eaux pluviales.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparateur hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les activités de dépollution sont réalisées dans un hangar. Le dispositif de traitement (débourbeur-déshuileur) collecte les eaux de ruissellement de l'aire d'attente des véhicules à dépolluer, des aires de stockage de métaux et des abords du compacteur. L'exploitant fait vidanger le dispositif de traitement tous les ans. La société Mouton a effectué la dernière vidange le 28 juillet 2021. L'exploitant ne réalise pas d'analyse de rejet dans le milieu car il considère que la capacité de son séparateur est capable de stocker les eaux de ruissellement sur une année et que l'opération annuelle de nettoyage est suffisante pour garantir la protection du milieu.  L'inspection recommande la réalisation d'un prélèvement en sortie de séparateur pour mesurer les paramètres figurants à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet